

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 11 - 1 FRANC - 14-7-1971

B O N N
impose son
diktat à
P A R I S

le socialisme en sursis

1. LA MENTALITÉ DE GAUCHE

Si toutes les stratégies électorales, pré-électorales ou post-électorales ont été abondamment évoquées au dernier congrès d'unification socialiste (à quand le prochain ?), les problèmes de fond n'ont été abordés qu'avec une extrême prudence, voire même passés sous silence ; un silence gêné, bien sûr.

Au cours de ces dernières années, le socialisme n'a cessé de s'interroger sur lui-même, de s'ausculter, voire même de se remettre en question pour trouver une nouvelle jeunesse. Cette anxiété devant sa propre nature (phénomène courant dans la société actuelle) correspond à deux phénomènes, l'un propre à la gauche, l'autre de dimension plus générale ; le premier s'insère dans la mentalité de la gauche qui cherche sans cesse à dépasser l'acquis pour atteindre une nouvelle étape ; cette attitude qui supprime le politique au profit de l'utopique explique l'existence d'une multitude de courants, de chapelles et de groupes qui caractérise la gauche en tant qu'organisme social. L'homme de gauche consécrait pratiquement la politique de « table rase » à outrance, même en ce qui concerne ses cadres de lutte. Le parti ou le groupe malgré la vocation « libératrice » qui le crée appartient encore au domaine du clos, du réalisé. La psychanalyse politique aide à comprendre le réseau d'attitudes, de réactions, de projets propres à l'homme de gauche.

Sans cette analyse, le comportement de gauche devient rapidement incompréhensible et peut s'assimiler à un théâtre d'ombres. Ceci dit, les contraintes politiques obligent toujours à un choix en ce qui concerne l'organisation et ses perspectives les plus directes : critique de l'ordre établi (dans laquelle la gauche excelle), pesée sur le corps social, conquête du pouvoir politique. La gauche est ainsi écartelée entre ses exigences idéologiques qui la prédisposent au morcellement, et les nécessités politiques qui imposent le regroupement. Ajoutons à cette nécessité la nostalgie toujours vivace de l'unité, autre mythe idéologique. On comprend mieux maintenant que l'histoire du socialisme, en particulier du socialisme français oscille de l'éparpillement à la réunification : dispersion avant 1905, unité en 1905, scission en 1920, regroupement partiel en 1944, phénomène groupusculaire à

partir de 1950, unité en 1965, éclatement en 1968, tentative d'unification en 1971. Le phénomène gauchiste, exacerbation de ces tendances, fournit une illustration encore plus nette de ce processus.

2. LE DIVORCE AVEC LE MONDE

La deuxième interrogation du socialisme, d'ailleurs liée à la précédente, concerne le monde actuel dont l'évolution a démenti, au moins partiellement, les prévisions des doctrinaires qui se réclament du socialisme. Là encore, la fâcheuse propension des hommes de gauche à se détourner du réel a accentué le décalage entre la situation de la société et la vision déformée qu'en avaient les hommes de gauche, mauvais prophètes et piètres analystes.

Ce décalage tient d'abord à une question de méthode. Pendant de longues années, les seuls cadres doctrinaux du socialisme français se réduisirent à quelques notions bas-marxistes complétées par des éléments de rhétorique républicaine hérités de la mythologie des grands ancêtres. Ajoutons à cet ensemble des vaticinations humanistes et moralisantes introduites par Jaurès et l'on aura une idée très précise de la faiblesse doctrinale du socialisme français. Il faudra attendre l'apparition de la nouvelle gauche vers les années 1950 pour qu'un effort sérieux de réflexion sur le monde contemporain soit entrepris.

Le deuxième motif de ce décalage provient de l'attitude politique des socialistes français : participation directe au pouvoir républicain dans le cadre des institutions existantes, ou opposition stérile au moyen de tactiques parlementaires. Disons-le nettement, les socialistes ont joint l'absence de stratégie sérieuse à l'opportunisme dans la collaboration avec le système. Cette conduite confirme l'analyse du sociologue Michel Crozier selon laquelle la société française (et ceci est valable surtout pour la gauche) est dominée par une contradiction entre une idéologie « progressiste » (au mauvais sens du terme) et une pratique conservatrice (à comprendre dans le sens donné par le duc d'Orléans). Dans cette optique, les gauchistes de tous temps n'avaient pas tort de dénoncer les « capitulards sociaux-démocrates ».

Le troisième motif de divorce entre la

société et le socialisme tient à l'inflation du mot lui-même : désormais tout le monde se proclame « socialiste », depuis les anarchistes bor teint jusqu'aux fascistes les plus ésotériques. Le mot « socialisme » est devenu le fourre-tout d'une politique dévoyée dont la confusion verbale ne masque plus l'agonie des idées et le conflit des intérêts.

Le quatrième motif n'est pas le moins important : les socialistes parvenus au pouvoir n'ont rien changé et se sont révélés incapables de dominer la nature sociale : les grandes options se sont révélées fausses, inefficaces, ou désuètes : citons l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Dans le monde néo-capitaliste, la dissociation entre propriété et gestion s'est accomplie et la propriété elle-même se dissout en une multitude d'actionnaires sans contrôle sur la marche de l'entreprise. Les nationalisations ? Leur coût s'est révélé supérieur à leur rentabilité, et leurs organismes de gestion sont parfaitement intégrés dans le système. La planification ? Elle constitue une nécessité pour toute économie moderne, en particulier pour l'économie néo-capitaliste fondée sur les prévisions à long terme. En bref, tous les objectifs prioritaires du socialisme ont soit été réalisés, soit été démentis par l'évolution sociale.

3. LE POUVOIR UTOPIQUE

Complétons le tableau par un rapide examen des conditions de prise de pouvoir : la tactique parlementaire fait de ceux qui l'emploient exclusivement les otages du pays légal, puis ses complices ; l'histoire récente ou ancienne du socialisme nous en fournit une preuve presque automatique ; nous en donnerons plus loin les exemples. De plus, le déclin général du parlementarisme rend cette tactique caduque, même sur un simple plan de politique alimentaire.

La prise du pouvoir par une grève générale, chère aux socialistes du début du siècle nécessite certaines conditions rarement réunies : une indépendance syndicale à l'égard du pouvoir établi et des cadres institutionnels du système, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, un prétexte assez fort pour déclencher cette grève à l'échelon national, un projet politique pour la guider, un encadrement solide pour la maintenir, et la

vers l'Europe allemande

Comme on pouvait s'y attendre dans le contexte politique actuel, les entretiens qui viennent de se dérouler entre M. Pompidou

certitude de garder le pouvoir contre toute réaction. C'est dire si la stratégie de grève générale est utopique, compte tenu de l'influence des socialistes, de leur implantation et de leur liaison avec le monde du travail. L'expérience de Front Populaire a d'ailleurs montré qu'une grève générale, même prolongée ne suffisait pas pour changer les structures tant que la spécificité du politique n'est pas posée.

4. LE COMPLEXE DE CLASSE

La prise du pouvoir pose le problème du « levier social » nécessaire à cette action ; le mythe ouvrieriste a jusqu'ici servi de caution morale et d'alibi politique ; le simple fait de miser sur une couche sociale liée à un certain moment de l'évolution économique (première révolution industrielle, puis taylorisation) ne plaide pas en faveur du réalisme doctrinal, non plus qu'en faveur de l'efficacité stratégique. Cette attitude conduit à négliger l'ensemble du corps social au profit d'une entité vidée de tout contenu réel. Le déclin relatif de la classe ouvrière et l'apparition de couches productives nouvelles renvoie l'ouvrierisme au cimetière des illusions historiques. Sur le plan doctrinal, si cette illusion est maintenue, la composition sociologique du socialisme français, en particulier celle du parti socialiste le range parmi les marginaux ou les Français passifs : petits fonctionnaires, retraités, employés, etc.

Le socialisme traditionnel représente l'image de la France des années 1930. La nouvelle gauche au contraire s'est implantée dans les couches sociales de pointe, ce qui établit un clivage net entre le « socialisme de papa » que continue à représenter vaillamment l'actuel parti socialiste, malgré ses adhérents, et le néo-socialisme du P.S.U. et des Clubs avant leur entrée dans la « vieille maison ».

En empiristes organisateurs, nous saurons établir la différence entre adversaires intéressants et fantômes politiques voués à la chronique électorale ; l'un a quelque chose à dire, nous l'écouterons, l'autre poursuit son sempiternel mouvement d'unité-décomposition. Nous le laissons à ses jeux stériles.

Axel ALBERG.

et le chancelier allemand Brandt n'ont apporté aucun espoir de solution aux difficultés sérieuses que l'Europe des Six connaît depuis plusieurs semaines. Sourd aux demandes réitérées de son interlocuteur, le chef du gouvernement germanique a décidé de maintenir de façon inflexible sa politique monétaire en dépit des graves perturbations qu'elle entraîne dans les échanges commerciaux de la Communauté. La France, rappelons-le, réalise pour sa part plus de la moitié de son commerce extérieur dans le cadre du Marché Commun et l'Allemagne Fédérale est de loin son premier fournisseur.

Le président français n'avait pourtant pas manqué de donner à Willy Brandt des gages de bonne volonté. Rompant avec les méthodes gaulliennes des éclats brutaux ou des déclarations péremptoires, il s'était discrètement orienté vers une politique souple d'abandon progressif des positions françaises fondamentales. Bien entourées de multiples réserves habilement mises en valeur, ses décisions convergeaient toutes néanmoins vers le but fixé par Robert Schuman voici vingt ans : « L'Europe ne se fera pas d'un seul coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant, d'abord, une solidarité de fait ».

Un tel choix ne pouvait que satisfaire le partenaire allemand et M. Pompidou ne l'ignore certainement pas. Alors que la crise monétaire atteignait son point culminant, précipitant l'acquiescement de la France à l'entrée de la Grande-Bretagne au sein des Communautés européennes était accorder à l'Allemagne une concession capitale. Celle-ci d'ailleurs n'y croyait plus guère, se souvenant sans doute qu'un premier ministre français avait, voici quelques années, accueilli sans sourciller les imprécations relatives au « volapük » ou aux « jean-foutres » et approuvé la célèbre conférence de presse de janvier 1963. Geler temporairement les revendications des agriculteurs français malgré la remise en cause de la politique agricole commune par le système du mark flottant constituait plus qu'une limite au-delà de laquelle il devenait vain de vouloir défendre des intérêts nationaux. On devait s'attendre à des contreparties. Il n'en a rien été.

M. Valérie Giscard d'Estaing a bien attiré l'attention de son collègue de Bonn sur les dangers de la situation présente. Certes, sur le plan industriel, la période des vacances permet de reporter à septembre la solution des problèmes de règlement financier inhérents à certaines catégories de contrats. Ce n'est toutefois, dans bien des cas, que reculer pour se trouver aux prises avec des

échéances plus délicates. En revanche, la campagne agricole ne saurait souffrir un examen différé ; la régularité des saisons et des dates d'écoulement de la production exigent que la politique agricole commune soit arrêtée au moment adéquat. Or, de nombreuses incertitudes subsistent à l'heure actuelle à cause de la position allemande. Les agriculteurs français vont-ils encore en supporter les frais ?

M. Giscard n'a pas rencontré d'écho favorable. Le bien-fondé de son argumentation n'a cependant pas été mis en doute. Peu importe, le fait est que l'Allemagne n'en a cure et décide à sa guise en imposant à ses partenaires européens sa propre volonté. Depuis la dévaluation d'août 1969, le gouvernement français ne se sent plus en mesure de lui résister. Ne lui a-t-il pas fallu l'accord des Cinq et surtout de l'Allemagne pour procéder à cet ajustement monétaire dont le bénéfice a déjà été entièrement absorbé ?

Lorsqu'en novembre 1968 la spéculation internationale tendait à contraindre la France à dévaluer. De Gaulle n'avait pas hésité à envisager un « taux de combat » qui aurait précipité les autres pays occidentaux dans la ruine à notre suite. A son habitude, il avait parié ; il avait gagné, car personne n'osa le suivre sur ce terrain et les plus chauds partisans étrangers de la dévaluation du franc durent déchanter. La foucarde accomplie, rien ne fut fait pour conforter une situation précaire. De la part de De Gaulle il ne pouvait en être autrement.

France faible, Allemagne forte ; et inversement. L'équilibre européen repose sur cette donnée permanente. La Grande-Bretagne peut-elle jouer le rôle de contrepoids à une domination allemande grandissante ? Nul ne le sait et le pari de M. Pompidou paraît d'autant plus hasardeux qu'il est basé sur l'attitude de l'étranger. Celui de Robert Schuman ne l'était pas moins : intégrer l'Allemagne à l'Europe pour l'empêcher de retrouver sa puissance. Le constat est aujourd'hui sévère : l'Europe qui se construit risque de devenir à brève échéance une Europe allemande.

Est-ce bien le résultat recherché par les « promoteurs » du Marché Commun ? Si non, une révision radicale de la politique européenne s'impose. L'Europe doit être appréciée en fonction de ce qu'elle peut apporter à la France. Le contraire est à écarter définitivement et sans délai.

Jacques DELCOUR.

Le Forum de la NAF

Si les principes essentiels de l'Action française qui font notre unité ne peuvent être mis en question, il est par contre normal que nous ouvrons le plus large débat dans le domaine de la recherche. Une émulation intellectuelle est nécessaire, la confrontation de points de vue parfois opposés s'impose même souvent. Nous avons à faire une vaste enquête sur les réalités de notre société française actuelle. Nous ne nous contenterons jamais de schémas intangibles et intemporels. C'est dans cet esprit que nous ouvrons cette chronique. Le « Forum de la N.A.F. » est ouvert à tous nos lecteurs et militants. Il leur permettra d'exposer ce qu'ils pensent des questions d'actualité, parfois même de contredire des articles parus dans nos publications.

Parmi les réactions suscitées par l'article paru dans le numéro 7 de la N.A.F., il nous a paru intéressant de commenter la lettre de Ph. A. qui a le mérite de nous amener à préciser certains points importants.

Notre ami nous dit :

« ... Il est incontestable que le problème de l'immigration est important en France, comme d'ailleurs dans tous les pays industrialisés... »

« ... Mais attention aux moyens à mettre en œuvre pour faire prendre conscience à certaines personnes de la nécessité de régler un problème qui risque à coup sûr de dégénérer. »

« ... Il est également incontestable que

certaines professions nécessitent l'apport d'une main-d'œuvre étrangère... »

« ... Bien sûr, c'est au gouvernement qu'il faut imposer une politique d'immigration cohérente et en rapport avec la demande d'emplois de notre pays, mais notre travail n'est pas d'apitoyer le citoyen, le travailleur, le lycéen ou l'étudiant sur le sort parfois lamentable, nous vous l'accordons, du Sénégalais ou du Portugais. Notre travail est de montrer aux ouvriers français que dans une certaine mesure et à long terme, ces gens-là risquent d'être demain des concurrents à bon marché... »

Ces quelques extraits exigent certaines explications.

Tout d'abord, l'article concerné n'était pas l'expression d'un ressentiment épidermique et moral, et surtout pas moralisateur ! Ce n'était que le reflet d'une préoccupation que nous offre l'actualité, la meilleure preuve étant la floraison simultanée d'articles sur le sujet dans l'ensemble des organes de presse. Si notre devise est « Politique d'abord », il convient de se demander s'il serait réellement politique de se désintéresser d'un problème réel, présent et qui risque fort d'être majeur dans les prochaines années, sous le prétexte que nous en aurons la solution quand reviendra le Roi ! Cela n'empêche pas de mener simultanément une action importante et sur les travailleurs français qui sont prioritaires, et sur les immigrés qui sont nos hôtes, victimes sans grande défense du même capitalisme, tout en étant une proie alléchante pour nos adversaires et nos ennemis. Il ne

les travailleurs immigrés

me semble pas qu'il y ait là démagogie, ni rêverie irréaliste de « grands cœurs », ni surtout tentative de « récupération » d'un thème à la mode. Il n'y a pas de thème à la mode qui ne soit l'expression d'une préoccupation réelle.

Mais il convient surtout de se garder de monter les ouvriers français contre les travailleurs immigrés. Ils n'ont vraiment pas besoin de cela ! Cette campagne a été menée par d'autres et a profondément mordu sur un sentiment xénophobe latent dans les couches défavorisées de la société. Elle ne peut conduire qu'à camoufler les problèmes vrais du système économique par la tactique éprouvée du « bouc émissaire ».

D'ailleurs notre correspondant a bien vu la réalité du problème de fond dans le cours de sa lettre où il développe des notions intéressantes sur la définition possible d'une politique du « métier » et sur la nécessaire revalorisation du métier manuel. Il sera indispensable de se pencher plus complètement sur ces questions pour mettre au point une analyse et une doctrine actuelles d'A.F. sur les problèmes économiques et sociaux.

Il est urgent d'élaborer une solution structurelle au problème de l'immigration, mais il ne faut pas trouver là un alibi pour laisser le problème conjoncturel être le cheval de bataille de l'adversaire. La réflexion à long terme est primordiale mais ne doit jamais empêcher dans l'immédiat une politique de présence.

REÉVALUER LE TRAVAIL MANUEL

« Le problème de l'immigration d'une main-d'œuvre incompétente est lié en fait à un débat de fond plus général : les Français boudent le travail manuel. On préfère envisager pour son fils la préparation de diplômes sans valeur plutôt qu'une véritable formation professionnelle ; en France, le travail manuel, comme l'enseignement technique est dévalué. Cela aboutit à une disparition progressive de la spécialisation professionnelle au profit d'une formation quantitative et superficielle destinée à ceux qui sont pressés de rentrer dans la vie active. »

Le jour où le métier sera institutionnalisé et dépendra à la fois d'une compétence contrôlée pour l'exercer et d'une structure, le corps de métier, pour le protéger, il

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

n'y aura plus de négriers recruteurs ni de négriers profiteurs. Les étrangers bénéficieront d'un statut spécial de résidents qui ne les mettra pas sur le même plan de concurrence que nos travailleurs français. Le problème de l'immigration n'est donc qu'un aspect secondaire lié à des questions plus primordiales auxquelles nous devons nous attacher dès maintenant ; à savoir :

Comment dans la société industrielle d'aujourd'hui il va être possible de mettre en place des structures néo-corporatives, régionales, afin de réinstitutionnaliser le métier, donc de revaloriser le travail manuel ?

Quel sera le rôle de ces corps de métiers dans la gestion économique, régionale des branches d'activités qu'ils représenteront ?

Les modalités politiques que ces structures nécessitent : la Monarchie traditionnelle, décentralisée, héréditaire, anti-parlementaire.

Mais avant tout, notre rôle est politique, et de ce fait il nous appartient à nous, nationalistes, de dénoncer à court terme la république qui favorise la disparition des métiers aux dépens des travailleurs français pour deux motifs :

D'une part parce qu'éphémère, elle est incapable de distinguer à long terme l'évolution des demandes d'emplois nouveaux par branches sectorielles.

D'autre part parce qu'elle espère qu'en donnant le moins de formation possible à un individu, elle pourra lui faire changer de métiers plusieurs fois dans sa vie selon que la demande d'emploi se portera principalement dans telle ou telle branche d'activité. »

Marius BREMOND.



REVUE DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 1^{er} Année - Juin 1971 - Numéro 106 - 12 pages

une nouvelle ACTION FRANÇAISE

Franco : 1 F

Abonnement étudiant : 8 F

Normal : 12 F

C.C.P. A.F. Université

1918-59 Paris

les universités en tutelle

Autonomie, participation, pluridisciplinarité, tels étaient les fondements de la loi d'orientation votée par la majorité issue de la grande-peur pour faire du neuf. En fait, il ne s'agissait que de lâcher du lest, jouer aux progressistes avec Faure en première ligne, mais en laissant libre voie à la seule force organisée dans l'Université : le P.C. L'euphorie passée, les premières applications laborieuses de la loi firent tomber les illusions et amenèrent nombre de députés, d'enseignants bornés et le ministre Guichard lui-même à considérer les principes fauristes par trop extensifs et dangereux.

Premier échec : la non-participation de trois étudiants sur quatre aux élections, puis le désintérêt total pour des débats confus et lointains des divers conseils. La masse tourne le dos au parlementarisme.

Deuxième échec : la pluridisciplinarité ne passe pas dans la pratique, on aboutit à une salade consistant à juxtaposer des enseignements différents et sans liens. De plus, loin d'aboutir à un sain rapprochement inter-disciplinaire, on crée des spécialisations étroites, c'est le mandarinate généralisé renforcé par les affinités politiques ou syndicales.

Seule l'autonomie universitaire, dans son principe, était une décision positive. Mais la fin suppose les moyens nécessaires : liberté de gestion, ressources financières propres, autonomie pédagogique et administrative, concurrence. De cela, pas question. Les principes démocratiques balaient tout espoir d'une authentique autonomie. Le ministère arrive ainsi, depuis deux ans, à contrôler, diriger plus sûrement et plus efficacement l'université étatique qu'autrefois. La réforme Faure sert de paravent à la plus efficace déconcentration par la liquidation des cadres anciens et des usages divers qui laissaient aux universitaires une relative liberté. Les U.E.R. regroupées en universités souvent hétéroclites obligent les présidents d'université à la plus servile soumission au gouvernement pour obtenir des crédits, des locaux, des postes. La récente loi d'aménagement retire pratiquement aux universités toute initiative pédagogique. En effet, les diplômes nationaux seront délivrés à la suite d'un contrôle continu et d'examens classiques, mais le ministre de l'Education nationale pourra accorder des dérogations. Quant aux diplômes d'universités, leur inflation est à craindre ainsi que la course à la reconnaissance par l'Etat. En

ce qui concerne les finances, le ministre tient les cordons de la bourse : il ne les lâchera pas.

Sur le plan des études et l'obtention de diplômes, la situation de l'étudiant s'aggrave. La démocratisation forcenée nous mène à la saturation des universités par une masse de moins en moins apte à suivre un enseignement supérieur. La récente loi contient des dispositions tendant à limiter l'accès au supérieur après l'avoir encouragé jusqu'au bac. Il s'agit de freiner la vague démographique plus que de sélectionner véritablement, en créant des barrages au niveau de la première année, notamment en médecine, mais ailleurs par des « stages » indéterminés et qui se réduiront certainement à un examen d'entrée sur le seul critère de l'élimination maximum !

D'autre part, il est prévu d'instituer des universités-pilotes ou expérimentales, plus simplement de créer des super-facultés du type grandes écoles, avec pour conséquence l'existence de diplômes au rabais pour la masse des étudiants.

On mesure facilement les effets désastreux d'une telle politique de replâtrage qui mène à la catastrophe.

Sélection arbitraire, aveugle, véritable expédient, main-mise de l'Etat, et peu à peu du P.C. par le jeu des institutions légales, sont les traits essentiels de cette loi d'aménagement.

Le régime démocratique ne peut accorder l'autonomie, l'expérience universitaire le démontre, il ne sait pas et ne peut pas concilier ses principes abstraits et les funestes conséquences qui en découlent. Plus que jamais le centralisme démocratique nous montre ses résultats, on mesure aussi combien cet ordre formel, légal, est radicalement opposé au bien commun de la société, aux exigences de la vie économique du pays et au bonheur des futures générations.

Le prochain congrès de notre mouvement national étudiant aura pour tâche de présenter les méfaits de l'Université conçue comme l'élément essentiel de l'Etat républicain.

De l'étude de ce centralisme sous ses formes les plus marquantes, il nous faudra montrer la nécessité de briser des appareils légaux et en rechercher les moyens, afin de poser les jalons d'une université « a-légale ». D'ores et déjà notre congrès se prépare : il exige un travail commun préalable.

Patrick PLESSIS.

la mort d'un classique

Il naquit avec le jazz, dans le quartier le plus pauvre de la « Nouvelle-Orléans », dans l'Etat le plus raciste d'Amérique.

Il était noir, pauvre, ignorant ! Et alors ? Il alla en maison de redressement et, tout bêtement, il y apprit le cornet.

Alors, curieusement, le destin de Louis Armstrong devint un énorme paradoxe. Le nègre le plus pauvre d'Idaho allait devenir le trompettiste le plus célèbre et le plus riche ; lui qui ne fit jamais de politique, allait faire plus pour les Noirs que n'importe quelle émeute du Bronx.

Du bout de ses doigts, du fond de sa gorge, les notes, les paroles fusèrent comme investies d'une mission secrète, inavouée. Louis Armstrong devint « stachmo ».

Au début, tout au début, il dut faire le pitre pour amuser la haute société blanche qui venait l'écouter. Et la haute société a ri, elle en eut pour son argent. Mais bientôt son incroyable vélocité à la trompette, la chaleur de sa voix, allaient lui faire briser toutes les barrières du racisme. Toutes, sauf une. Car il y avait des musiciens blancs dans son orchestre, et la Nouvelle-Orléans ne tolérât pas les orchestres inter-raciaux. Louis Armstrong ne joua jamais dans sa ville natale.

« Je jouerai de la trompette jusqu'aux portes du paradis », avait-il déclaré. Il est mort, mais sa musique lui survivra, parce qu'il sut éviter les écueils du « modernisme » et du

commercialisme, les deux plaies qui tuent le jazz.

« Le jazz moderne ? Connais pas. » Il fut un classique d'avant-garde, puisant son inspiration aux sources du « New Orleans », et battant les Beatles au « Hit-parade » américain, il y a cinq ans, avec « Hello Dolly ».

Il naquit avec le jazz, mais le jazz

ne meurt pas avec lui, car l'œuvre d'un classique demeure toujours.

Il était noir dans un pays raciste, pauvre dans un pays riche, ignorant dans un pays en développement. Son talent, sa foi, son génie firent le reste.

Ashes to ashes, dust to dust...

Patrice BERTIN.

La souscription de la renaissance

A l'annonce des lourdes condamnations qui ont frappé nos militants à la suite du procès d'Angers, de très nombreuses personnes ont matérialisé leur soutien et leur sympathie. Qu'elles en soient ici vivement remerciées. Notre combat pour l'indépendance nationale ne sera pas freiné, donnez-nous les moyens de l'intensifier.

Anonyme Rouen, 15 ; Ph. Laiguede, 10 ; M. Descours, 40 ; P. Crocq, 40 ; P. Bres, 60 ; P. Darcel, capitaine F.F.I. du procès Maurras, 50 ; Anonyme Toulon, 5 ; Section de l'Aube, 50 ; Section du 19^e, 55 ; M. Astier, 10 ; Jeunes du 14^e, 17,70 ; M. Massin, 5 ; Cl. Coiffet, 50 ; un ouvrier agricole,

(Aube), 10 ; Réunion de Troyes, 30 ; M. Girardin, 20 ; J. Monville, 10 ; anonyme Reims, 5 ; M^{me} H. de Cremiers, 50 ; Un gars des forges de Bar-sur-Aube, 10 ; Anonyme Le Caire, 70 ; Section du Val-d'Oise, 61 ; P. Isambert, 50 ; P. Girard, 5 ; Pichené, 20 ; Le Havre, 10 ; F. O'Driscoll, 20 ; P. Desbordes, 20 ; Section de Saint-Germain, 45 ; Marquis de Tristan, 50 ; Ph. Mimaud, 8 ; D'Orgeval, 50 ; B. Nouveau, 20 ; J.-C. Freaud, 2000 ; Remis aux V. V. devant la Madeleine, 30 ; J.-C. D., 100 ; F. Mirc, 50 ; G.R. (Essonne), 500 ; Section du Mans, 30 ; Faupin, 30 ; D. Weiss, 20 ; A.L. (Paris 8^e), 200.

Total de cette liste 3.931 F
Total précédent 16.928 F
Total général 20.859 F

E/PROPAGANDE/PROPAGANDE/P

Chaque militant, chaque lecteur de la N.A.F. se doit de poursuivre pendant les vacances le travail de propagande. Pour cela, deux moyens sont recommandés :

1° *La collecte d'abonnement.* Le Comité Directeur nous a fixé un objectif de 500 abonnés nouveaux à atteindre avant le 15 septembre ; compte tenu des vacances, cet objectif sera difficile mais possible si tous nos lecteurs se mobilisent sur cette tâche.

2° *La vente au numéro.* Nous proposons à chacun de lui faire parvenir chaque semaine quelques exemplaires de la N.A.F., soit pour la vente à la criée, soit pour la vente de la main à la main. Ces exemplaires vous seront facturés 0,50 F. Le bulletin ci-dessous vous permet de répondre à cet appel.

NOM Prénom

Adresse habituelle dans l'année

Désire recevoir exemplaires de la N.A.F. chaque semaine
du au adresse

du au adresse

du au adresse

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

REUNIONS ET CONFÉRENCES

BAR-SUR-AUBE :

Vendredi 23 juillet à 21 h,
grande réunion au Café du
Commerce Madre.

« Pour une justice sociale
monarchie populaire. »

Avec Gérard Leclerc, rédac-
teur en chef de la "N.A.F.",
Paul Maisonblanche et Pa-
trice Bertin.

REUNION DES CADRES

Une journée de travail des-
tinée aux cadres de la
N.A.F., sous la présidence
effective de M^e G.-P. Wag-
ner, président du Comité
directeur de l'Action Fran-
çaise, aura lieu au camp le
31 juillet de 10 à 18 heures.
Les participants doivent
nous indiquer à l'avance le
nombre de repas à prévoir
et les chambres d'hôtel à
retenir.

BAR-SUR-AUBE :

Mardi 27 juillet, 20 h 30,
à l'Hôtel du Commerce,
dîner - débat organisé par
nos militants de l'Aube.
Prix : 30 F. S'inscrire au-
près de :
N.A.F., B.P. 14, 10 - Saint-
André-les-Vergers.

AMICALE DES PIEDS NOIRS DE LA N.A.F.

Une amicale regroupant les
pieds-noirs de la N.A.F. est
en formation. Renseigne-
ments et inscriptions au-
près de :

M. J.-P. SEYLER

N.A.F.

Boîte Postale 14

10 - St-André-les-Vergers

CAMP 1971

Le camp des militants et sympathisants
de la Nouvelle Action Française se tiendra
en Champagne près de Bar-sur-Aube, du
18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université
d'été », les campeurs recevront à la fois une
formation théorique et doctrinale par les
conférences et les cercles d'études et une
formation pratique pour toutes les activités
utiles au militant d'Action Française.

**Le camp a lieu au Château
de Belroy, 10 - Bayel.
(A 6 km de Bar-sur-Aube.)**

Risquant cette année d'avoir de très nom-
breuses candidatures, nous ne pourrons
accueillir que les gens décidés à devenir
des militants actifs. Les demandes d'ins-
cription doivent nous être adressées à

l'avance. L'accès du camp sera refusé à
ceux qui n'auront pas rempli cette forma-
lité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

— En raison des circonstances il n'y aura
cette année *aucune location* de matériel
au camp. Les campeurs devront donc se
procurer par leurs propres moyens :
tente, lit de camp et sac de couchage.

— La gare la plus proche du lieu de camp
est Bar-sur-Aube. Un service de voiture
fonctionnera à l'arrivée de tous les trains
les samedi 17 et dimanche 18.

Participants : Les inscriptions doivent être
faites à l'avance, le prix du séjour est fixé
à 260 F. Les personnes non inscrites se
verront refuser l'accès du camp.

Visiteurs : Nous demandons instamment
aux visiteurs de s'annoncer à l'avance en
écrivant au chef de camp — le prix du
repas pris au camp est fixé à 15 F. Les
personnes non annoncées pourront se voir
refuser l'accès au camp.

Journée " Portes ouvertes "

**CHATEAU DE BELROY
1^{er} AOUT**

10 heures : Accueil de la population de l'Aube et de
nos militants et sympathisants.

13 heures : Repas. Ceux qui le désireront trouveront
sur place sandwiches et boissons.

15 heures : REUNION D'ACTION FRANÇAISE.

Allocutions de :

G.-P. WAGNER, président du Comité di-
recteur de l'Action Française.

Yves LEMAIGNEN.

Nicolas KAYANAKIS.

Gérard LECLERC, Rédacteur en Chef de
la "N.A.F.".



l'aristocratie ouvrière

Maurras ne s'est pas borné à affirmer la possibilité de la concorde entre tous les éléments qui concourent à la production. Pour lui, la hiérarchie des classes sociales ne doit pas être fixe, elle doit au contraire refléter les services qu'elles rendent à la société. Or la démocratie n'a jamais reconnu cette nécessité, elle maintient la classe ouvrière dans un rang subordonné, elle l'exclut pratiquement de la cité. Pourtant, cette classe rend des services considérables. Il importe donc non seulement de permettre son intégration, mais aussi d'assurer sa promotion : « cette classe, dit Maurras FAIT plus qu'elle ne REÇOIT, elle donne plus qu'on ne lui REND ; il faut donc qu'elle grandisse en profits et en dignité, comme grandirent avant elle, à la mesure de leur utilité croissante, les classes qui créèrent autrefois notre Tiers-État. Il ne s'agit donc pas d'absorber l'aristocratie ouvrière dans une classe préexistante, mais d'en reconnaître la nouveauté et la légitimité au profit non des hommes et des confrères de partis ou des fonctionnaires des centrales syndicales, mais à leur profit à eux, eux travailleurs évolués, eux ouvriers privilégiés (1). » Ce texte, qui reprend en la précisant une page de « L'Enquête sur la Monarchie » (2) montre donc clairement que Maurras, contrairement à ce que l'on a prétendu, n'a jamais songé à rétablir dans ses droits la noblesse de l'Ancien Régime. Pour l'Action française en effet, la noblesse est une classe qui est vouée au service de l'État et les droits qu'elle reçoit ne sont jamais que la contrepartie de services rendus. Or, les descendants de l'ancienne noblesse, qui à quelques exceptions près ne rendent plus guère de services au pays n'ont aucun privilège à espérer (3).

Par contre, la classe ouvrière, qui rend par suite de l'évolution de l'industrie, d'importants services à la Nation est en droit de recevoir des privilèges. L'avenir est donc, conclut Maurras, aux solutions d'un « socialisme aristocratique » (4) qui donnera à la classe ouvrière le rang qui lui revient dans la hiérarchie sociale.

INTÉGRATION ET EMBOURGEOISEMENT

La thèse de l'intégration du prolétariat débute-t-elle logiquement sur l'embogeoisement généralisé du monde ouvrier ? C'est

exact si l'on prend le terme bourgeois en son sens strict. Maurras rappelait en effet que « longtemps, fort longtemps, dans les innombrables petites républiques patriciennes qui couvrirent l'Europe, de Hambourg à Florence, en passant par Genève, on appelait bourgeoisie ce qui tenait à la cité, ce qui y était adhérent ou affilié ; autant dire, en gros, que, seuls les passants, les simples nomades n'y étaient pas bourgeois » (5). Tout membre de la cité étant un bourgeois, le prolétaire réintégré dans un cadre le deviendra naturellement.

Par contre, Maurras n'a jamais prétendu qu'il fallait faire de l'ouvrier un « bourgeois » au sens que l'on donne actuellement à ce mot. Tout en revendiquant fièrement son appartenance à la bourgeoisie, Maurras est trop convaincu de ses fautes pour souhaiter que cette classe devienne celle de tous les membres de la nation : la bourgeoisie, nous dit-il, « réalise un modèle d'aveuglement et d'avarice à peu près sans rival sous la calotte des cieux... jusqu'ici elle n'a vécu que dans le présent. Sa rêverie de l'ordre oublie tout ce qui le conditionne et le garantit. Elle administre le bien public comme le prolétaire fait de son bien privé. Encore le prolétaire est-il à peu près dans son droit, exposant, après tout, que lui-même. Mais la bourgeoisie conservatrice aventure l'avenir social de toute la France. » (6). Au total, conclut Maurras, la bourgeoisie est une classe qui ne cesse de décliner depuis la Révolution française, bien qu'elle puisse cependant rendre encore des services : « classe basse, classe lâche, classe impudente à face de timidité extravagante, de cautèle et de défiance, classe conservatrice et qui laisse tout saccager, classe incivique, impolitique, et qui semble parfois étrangère dans la cité, classe qui souffrira que la patrie succombe et qui périra avec elle plutôt que de souffrir aujourd'hui quelque gêne et quelque sacrifice ; classe qui, composée de personnes intelligentes, donne en cap le spectacle d'une immense et morne inertie ; mais classe qui, faute de mieux, reste cependant la meilleure et la plus sûre réserve de ce pays, la moins débile et la dernière de ses espérances. » (7). Il n'y a pas pour Maurras de contradiction à voir dans une classe décadente une « réserve » et une « espérance », car la bourgeoisie peut se reformer, elle peut donner naissance à une élite intellectuelle, du moins si elle se décide à abandonner les idées de

la Révolution, du moins s'il existe un pouvoir politique capable de présider aux mouvements des classes en les organisant et en les régularisant. Il se peut cependant que la bourgeoisie, par mollesse, refuse de se reformer. Tout ne serait pas perdu pour autant car, écrit Maurras : « si les conservateurs ne veulent plus être sauvés, il faut les laisser à leur destinée, qu'ils s'abîment si c'est leur tour. La place, l'influence, l'argent même, leur saint argent, ils céderont tout. Comme tant d'autres classes dirigeantes, ils peuvent bien avoir été voués à la consommation mécanique, à la décadence, à la mort. Mais plus cette décadence est fatale, cette mort certaine, plus il importe que leurs successeurs soient préparés à en recueillir l'héritage. » (8) les successeurs, ce sont les ouvriers, membres d'une « classe énergique (qui) se substitue à la classe dégénérée. Par petits progrès lents ou par une brusque révolution, l'événement est inévitable. On peut donc souhaiter qu'il soit fructueux. Il le sera si les vainqueurs de la bourgeoisie se font des idées nettes de la manière d'utiliser leur victoire. » (9), c'est-à-dire s'ils répudient les principes démocratiques. Ainsi, l'élite ouvrière doit remplacer l'oligarchie bourgeoise, Maurras souscrirait-il donc à la thèse de la dictature du prolétariat ?

ARISTOCRATIE OUVRIÈRE ET POUVOIR OUVRIER

Pour éviter toute confusion, il faut prendre soin de noter que, chez Maurras, « aristocratie ouvrière » n'est pas synonyme de pouvoir ouvrier : « Un grand et vieux pays comme le nôtre, dit-il ne peut pas être soumis et confié tout entier à une classe de nouveaux venus, si distingués, si énergiques, si pleins d'avenir semblent-ils. » (9). Le quatrième État doit avoir dans la nation une place importante, mais il ne constitue qu'un élément de tout un ensemble. Il n'est donc pas question de sacrifier les ruraux et les classes moyennes à la classe ouvrière. L'ascension de la classe ouvrière doit se faire dans l'ordre, car tout désordre entrave le progrès, et sans porter préjudice aux autres classes. Il faut donc qu'un régulateur politique totalement indépendant des classes sociales, préside aux mutations sociales en sachant se servir de tout ce qui est utile dans la nation et en évitant que la nécessaire ascension d'une classe ne détruise toutes les autres car « ce qui vieillit sert à soutenir ce qui pousse et le bois mort lui-même fournit les pieux robustes où la vigne naissante appuie ses frêles ceps. » (10).

Bertrand RENOUVIN.

(1) Maurras : « Soliloque du Prisonnier ».

(2) Voir « Enquêtes » p. 299. (Édition de 1928.)

(3) Voir Léon Montesquiou : « La Noblesse », brochure, 1911.

(4) Soliloque du Prisonnier.

(5) « A.F. » 23 mai 1935.

(6) « A.F. » 26 avril 1910.

(7) « Soleil », 13 mai 1900.

(8) « Soleil », 24 août 1900.

9 et 10 « Gazette de France », 6-7 mai 1901.